

AIRBUS : UN PLAN D'ECONOMIE INJUSTIFIE ET NEFASTE POUR L'AVENIR

Dans le cadre d'une fusion absorption d'Airbus group par Airbus, la direction générale, annonce la suppression de 1164 emplois avec, à la clé, une économie de quelques 300 M€.

Et pourtant la situation économique et financière du groupe est mirobolante :

- Carnet de commandes : 1006 milliards € soit un volume d'environ 15 années d'activités (Chiffre d'Affaires : 64,5 Mds€) soit aussi 57 millions d'années de SMIC....
- Résultats nets 2015 : 2,7 milliards d'€
- Trésorerie 2015 : 10 milliards d'€

Ces résultats traduisent le travail des 136 000 salariés du Groupe, de la chaîne de sous-traitance et des intérimaires qui travaillent dans les ateliers, les bureaux d'études, les fonctions supports des différentes sociétés du Groupe.

Ces résultats devraient logiquement se traduire par des décisions qui renforcent les capacités industrielles du Groupe, qui valorisent le travail et l'investissement des salariés, qui améliorent les conditions de travail. Airbus choisit une autre voie, celle de la satisfaction des actionnaires :

- Racheter et détruire pour 2 milliards d'€ d'actions du Groupe (mécanisme de croissance de la valeur de l'action)
- Verser 1 Md€ de dividendes en 2015 soit +175% en 4 ans

Les cadres dirigeants ne sont pas oubliés. T. Enders, celui qui prône des économies - pour les autres -, a perçu en 2015 3,33 millions d'€ (+60% en 3 ans) et dispose de 17,1 millions d'€ de retraite chapeau (+33% en 3 ans) !

C'est injustifiable

Ce nouveau plan visant une économie de 315,5 M€ n'est subordonné à aucune difficulté conjoncturelle ou structurelle. Il s'inscrit dans la logique de profit à court terme au détriment des investissements nécessaires à la préparation de l'avenir industriel du Groupe.

Malgré des discours lénifiants sur l'innovation, l'usine du futur, la digitalisation, la modernité, la direction refuse de lancer un nouveau projet d'avion avant 2030. Avec ce plan, elle projette maintenant de mettre en péril un secteur majeur d'Airbus Group, celui de la Recherche & Technologie (R&T). Elle envisage le dégraissage de plusieurs centaines d'emplois dans ce secteur pourtant essentiel tant pour l'innovation que pour les expertises techniques et technologiques.

Ce n'est rien d'autre qu'une rupture historique d'une dynamique de plusieurs décennies d'acquisitions de savoirs, du Concorde à l'A350 en passant par tous les modèles d'hélicoptères, de satellites ou de lanceurs. L'ensemble de cette gamme constitue aujourd'hui la force de toute l'aérospatiale européenne.

Le symbole en est la fermeture envisagée du site de Suresnes, site qui porte encore sur son fronton le nom du père de l'aéronautique française, Louis Blériot.

C'est mortifère.

Cette recherche d'économie se traduit également par un plan de 582 suppressions d'emplois dans la branche hélicoptère, certes confrontée à une baisse de commandes conjoncturelle mais ne nécessitant certainement pas l'urgence de telles mesures.

Mais au-delà de la R&T, le plan annoncé vise plus largement l'ensemble des fonctions supports (paie, comptabilité, approvisionnement...) et certaines du siège pourtant pleinement investies dans les réussites du Groupe. Ceci arrive alors que les personnels de ces secteurs sortent déjà de plans de restructurations et de suppressions d'emplois qui génèrent du stress et de la souffrance.

Rien ne justifie non plus le déménagement de toute l'administration du Groupe sur la région toulousaine. Au contraire, il est opportun qu'une société européenne comme AIRBUS maintienne ses activités dans les régions parisienne et munichoise.

Tous ces éléments confirment que l'excellente santé financière et économique du groupe sert à privilégier la finance plutôt que de soutenir l'emploi, le progrès social et l'investissement dans de nouveaux programmes innovants. Nous savons qu'une industrie doit évoluer, se transformer. Mais nous constatons que nos dirigeants sont engagés dans une telle course au profit qu'ils sont prêts à sacrifier l'avenir, en cassant les équipes, leurs compétences, leur expertise et leur savoir-faire. Pourtant une industrie comme AIRBUS a besoin d'une vision industrielle et d'une stratégie de long terme, de stabilité des collectifs de travail, de formations qualifiantes et de conditions sociales de hauts niveaux. On ne va pas dans les airs ou l'espace avec de la précarité, de l'instabilité et la non reconnaissance du travail des femmes et des hommes.

Toutes ces raisons doivent rassembler le personnel d'AIRBUS Group et ses filiales pour dénoncer ce plan et exiger d'autres mesures qui répondent

- **aux besoins sociaux,**
- **aux enjeux environnementaux,**
- **aux besoins d'investissements dans de nouveaux grands projets,**
- **aux besoins de formations,**
- **à de bonnes conditions de travail avec un niveau d'emplois permettant d'y satisfaire. C'est dans ce sens que la CGT poursuivra son engagement.**

Contacts : Michel Molesin – Coordinateur Groupe Airbus -06 77 33 93 02 – michel.molesin@airbus.com

Eric Robillot – Délégué Syndical Central Airbus Group – 06 72 47 77 47 – eric.robillot@airbus.com